11 janvier 2017

Proposition du Conseil administratif du 11 janvier 2017 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 255 090 francs destiné à la création de trois postes d'agent-e de surveillance au Musée d'art et d'histoire en vue de la sortie définitive du dispositif des emplois de solidarité en Ville de Genève.

Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux,

1. Préambule

En raison d'une restructuration substantielle de son entité Artraction, la société coopérative Démarche a été contrainte de résilier, pour le 31 décembre 2016, la convention de collaboration qui la liait à la Ville de Genève. En conséquence, les six personnes encore en emploi de solidarité (EdS) au Musée d'art et d'histoire (MAH) se sont vu signifier la résiliation de leur contrat de travail par leur employeur, Démarche-Artraction, pour le 31 décembre 2016.

Afin de sortir d'une manière socialement responsable du dispositif des emplois de solidarité en Ville de Genève et d'offrir un emploi stable à ces personnes, le projet de budget 2017 du Conseil administratif prévoyait la création de trois postes d'agent-e de surveillance en classe A, correspondant à une augmentation budgétaire de 255 090 francs sur le groupe de compte 30x du MAH. Or, le 22 décembre 2016, le Conseil municipal a refusé l'entrée en matière sur le projet de budget 2017 déposé par le Conseil administratif. Le présent crédit budgétaire supplémentaire vise à éviter que ces personnes déjà fragilisées se trouvent au chômage en 2017.

2. Exposé des motifs

Pour rappel, le Conseil administratif a pris en juin 2012 la décision de sortir d'une manière progressive et socialement responsable du dispositif des emplois de solidarité. A ce moment, l'effectif des personnes en EdS au sein du département de la culture et du sport était de 40 personnes. Les efforts consentis par la Ville de Genève et en particulier par le département de la culture et du sport pour parvenir à une sortie progressive et socialement responsable du dispositif des EdS ont été très conséquents au cours de ces dernières années. En effet, un nombre important de personnes en EdS ont été recrutées sur des postes vacants au sein de l'Administration municipale, principalement au sein des différents services du Département de la culture et du sport, avec un taux de réinsertion sur le marché premier de l'emploi de 52,5%, donc largement supérieur à la moyenne cantonale. En outre, la Ville de Genève a également mis sur pied un programme d'accompa-

nement spécifique et sur mesure pour ces personnes qui a été financé par le biais du fonds chômage. Enfin, sur demande du Conseil administratif, la Direction des ressources humaines (DRH) a effectué en automne 2016 une recherche de postes au sein de l'Administration municipale et accompagné ces six personnes dans leur recherche d'emploi.

En dépit de ces efforts, les six personnes qui étaient jusqu'à fin 2016 en emploi de solidarité au MAH n'ont pas retrouvé de travail sur le premier marché de l'emploi. Sur la base de ce constat, le Conseil administratif propose au Conseil municipal de créer trois postes d'agent-e de surveillance. Sous réserve du vote du présent crédit budgétaire par le Conseil municipal, le MAH disposera ainsi d'un crédit budgétaire supplémentaire de 255 090 francs pour offrir une issue professionnelle à ces personnes. Pour rappel, dans le projet de budget 2017 déposé par le Conseil administratif, ce montant est entièrement compensé par des diminutions de charges sur les chapitres 30 et 31 du MAH. Par ailleurs, un poste d'agent-e de surveillance s'étant récemment libéré au MAH, le montant correspondant sera également versé au disponible financier mentionné ci-dessus. Enfin, un poste d'agent-e de surveillance va se libérer le 1^{er} août 2017 au musée Ariana, grâce auquel il est également prévu de recruter l'une des six personnes concernées. Avec ces différentes mesures, et sous réserve du vote du présent crédit budgétaire par le Conseil municipal, il sera possible d'engager toutes les personnes concernées avec un taux d'activité de 70%.

Aussi, dans l'attente du vote du présent crédit budgétaire, et afin d'éviter qu'elles ne se trouvent sans emploi au 1^{er} janvier 2017, les personnes concernées se sont vu offrir des contrats d'auxiliaire, le temps que les postes puissent être mis au concours et leur nomination validée par le Conseil administratif. Cependant, il ne sera pas possible de prolonger ces contrats d'auxiliaire si le présent crédit budgétaire ne devait pas être voté par le Conseil municipal.

3. Estimation des coûts

Le coût pour ces trois postes en 2017 est de 255 090 francs.

Les coûts sont calculés sur la base de la fonction d'agent-e de surveillance, classification A, charges sociales et indemnités comprises.

Service gestionnaire et bénéficiaire

Le service gestionnaire et bénéficiaire est le Musée d'art et d'histoire.

Au bénéfice de ce qui précède, nous vous invitons, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, à approuver le projet de délibération ci-après:

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre d), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 255 090 francs destiné à la création de trois postes d'agent-e de surveillance.

Art. 2. – La charge supplémentaire prévue à l'article premier sera couverte par des économies équivalentes de charges ou par de nouveaux produits dans le budget de fonctionnement 2017.

Art. 3. – La charge prévue à l'article premier sera imputée aux comptes budgétaires 2017 sur le groupe de compte 30x du centre de coût 3202000 «Musée d'art et d'histoire».